



LE DÉPARTEMENT

Roland FOISSAC
Vice-Président du Conseil général du Tarn
Canton d'Albi Nord-Ouest

Albi, le 13 février 2015

Monsieur Thierry GENTILHOMME
Préfet du Tarn

Monsieur le Préfet,

J'ai pris connaissance avec beaucoup de satisfaction des entretiens que vous avez accordés à la presse locale cette semaine dans lesquels vous appelez au dialogue entre toutes les parties concernées par le difficile « dossier Sivens ».

Au sein du Conseil général, cette démarche de recherche du débat, de concertation civilisée a été la mienne, vous l'avez noté, avec Serge Entraygues et Jacques Pagès, dès que sont apparues les tensions sur le site. Le drame qui s'y est produit aurait pu être évité si nos appels avaient été entendus.

Vous confirmez les déclarations de Madame la Ministre sur le fait que le projet initial « n'a plus de raison d'être » mais vous n'ignorez pas les lourdes contraintes financières qui pèsent sur le Conseil général pour assurer les dédommagements liés aux travaux réalisés. Le Conseil général, porteur du projet, se tourne naturellement vers l'Etat pour en assumer la charge. C'est, en effet, par les déclarations d'utilité publique et d'intérêt général signées par votre prédécesseur, Madame Chevalier, en octobre 2013 que l'Etat a pris la responsabilité d'autoriser ce chantier.

J'ai demandé le 30 octobre dernier, sans succès, à la collectivité qu'elle sollicite l'abrogation de ces arrêtés. Je renouvelle aujourd'hui publiquement auprès de vous cette demande que vous voudrez bien transmettre à Madame la Ministre. Comme vous l'indiquez, cette décision permettrait de lever une seconde hypothèque, celle de l'Europe, donc du financement (FEADER) d'un projet alternatif.

Je souhaite vivement comme vous que cessent les « débordements », en fait les exactions, que nous avons connus ces derniers jours. C'est vraiment la priorité et l'urgence. Avec certains de mes collègues, je me rendrai sur place ce week-end pour vérifier, ce que j'espère, que votre appel aura été entendu. Dans le même temps, il me paraît important que l'Etat que vous représentez, apporte au Conseil général les précisions attendues sur son engagement afin de disposer avant notre réunion, début mars, d'éléments précis sur votre positionnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma meilleure considération.

Roland FOISSAC